



RELUFA

Bulletin sur la Souveraineté alimentaire

Juin 2010

Edito

Deuxième étape. Pas d'une course automobile ou cycliste, mais bien un autre niveau qui est en train d'être franchi dans le déroulement du programme de souveraineté alimentaire de RELUFA. Pendant les dernières années, nous avons passé beaucoup de temps à bâtir avec les villages un système pouvant leur permettre d'abriter leur stock de céréales, et à mettre sur pied des règles de gestion leur permettant de bien gérer et accroître leurs stocks, et surtout de réduire la faim pendant les moments difficiles. Nous l'avons fait dans une quarantaine de villages de l'Extrême-Nord Cameroun, et estimons à plus de 20.000 le nombre de personnes bénéficiant de cette opération. A présent que l'opération est bien lancée, notre principal défi est celui de savoir comment passer à la deuxième étape, comment renforcer les bénéficiaires afin qu'ils soient au devant du programme plus en tant que bénéficiaires éternels mais en tant que promoteurs ?

De manière générale, la vision de RELUFA est de bâtir des mouvements de communautés bien informées, engagées, et responsables de leurs destins. RELUFA lance avec elles des initiatives, puis une fois qu'elles sont bien en route, leur passe le flambeau afin qu'elles soient au devant et conduisent les programmes qui apportent des changements dans leurs vies. Au fil des ans, RELUFA réduira son intervention directe dans le programme de souveraineté alimentaire, et laissera aux villages le soin de bâtir un système qui réponde à leurs aspirations, et d'engager l'Etat du Cameroun ainsi que les autres partenaires pour que leurs besoins soient pris en compte. Face à l'avancée du désert et tous les changements qu'il apporte dans la vie des populations, il est important que des actions concrètes soient entreprises, et les communautés doivent être à même d'apporter des propositions à la table des discussions.

Il y a deux ans, RELUFA a facilité des réunions entre les différents groupements bénéficiant de l'opération de stockage villageois, et un déclic s'est produit ! Les villageois ont réalisé qu'ils n'étaient pas seuls dans la situation alimentaire difficile qu'ils vivaient dans leur village, mais que d'autres dans d'autres régions avaient les mêmes problèmes. D'échanges en échanges, un lien de solidarité s'est créé, la compréhension d'un phénomène plus global s'est progressivement mise en place, et depuis lors les réunions entre villages se poursuivent, les échanges s'accroissent, et des stratégies communes sont progressivement mises en place. Les groupements individuels de stockage des quatre arrondissements dans lesquels RELUFA est engagé pour l'heure sont les arrondissements de Meri, Mokolo, Ndoukoula, Gazawa dans les départements du Mayo Tsanaga et du Diamaré. Ils ont décidé de s'unir en unions de plusieurs groupements, qui auront la responsabilité de gérer l'opération de stockage dans les villages, mais aussi de regarder la question du développement général de leur localité, et de réclamer la consécration réelle du droit à l'alimentation au Cameroun. Nous les félicitons pour cette initiative, et leur souhaitons bonne chance !

Valery Nodem,
Coordonateur RELUFA

DEUXIEME VITESSE : LANCEMENT DES UNIONS DE GROUPEMENTS

Par Sandrine Kouba

Pour répondre au problème récurrent de faim que rencontrent les populations de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, RELUFA a établi depuis 2006 un système de banque communautaire de céréales dans une quarantaine de villages, qui permet aux populations d'accéder à la nourriture dans les moments difficiles à des conditions humaines. RELUFA a décidé de ne pas faire de la distribution de nourriture, mais de bâtir un système durable de stockage qui connait une grande participation des bénéficiaires, et leur laisse la gestion et le contrôle des stocks.

Le programme a commencé avec une approche centrée sur les villages pris individuellement, mais il est vite apparu nécessaire de bâtir une alliance forte entre les différents villages compris dans l'opération, puisque ce problème est global, et sa solution doit être globale. Tous les villages, réunis ensemble en petites unités en Juin 2009, ont exprimé le désir de se retrouver plus souvent ensemble pour discuter des défis de leurs régions. Les 40 groupements participant dans le programme de souveraineté alimentaire de RELUFA se sont répartis en 4 différents groupes, selon leur localisation géographique. De nouveaux villages désirant rejoindre le programme (ils sont nombreux !) pourront



Photo prise lors de la réunion des villages de l'arrondissement de Mokolo sud

être intégrés dans les différents groupes, et de nouveaux groupes pourront être créés selon l'évolution du programme.

Le 10 mai 2010, pour la première fois depuis le début du programme, RELUFA a organisé une réunion de tous les 41 villages du programme à Maroua. L'objectif de cette réunion était de partager les points de vue sur le déroulement du programme dans les différents villages, ainsi que les défis et les perspectives. Il était également question d'avancer dans la deuxième étape de ce programme, consistant pour les groupements à évoluer en unions. Après cette réunion d'ensemble, les 41 villages se sont répartis en

quatre unions selon leur localisation géographique :

- Groupe 1: Mambaria, Djamdoudi, Tchoumpel, Zlakam, Mazlaguidey, Mbiga, Djeling, Herzlelek, Gombor, Gouzlom, Mélendou, Boudoum, Djalingo, Sabere Jean, Sabongari, Bétché- Hosséré, Wampa, soit 18 groupements (arrondissement de Mokolo)
- Groupe 2: Moudoumboui, Kébing, Zongoya, Wawala et Miziling, soit 05 groupements (arrondissements de Ndoukoula et de Gazawa)
- Groupe 3: Goulwa, Kondjé, Tchambi, Mowo, Ribidis, Dimsack, Gueling, Diwayam- Mosso, Bilavaï, Mandaya, Metchezleo et Gagala, soit 12 groupements (arrondissement de Mokolo) ;
- Groupe 4: Godola, Macxal, Ftang, Kelmey, Gozemey et Médjéréo, soit 06 groupements (arrondissement de Meri)

« L'union fait la force ». Pour eux, c'est l'occasion de partager leurs expériences : ils ont la possibilité d'échanger sur les méthodes utilisées pour un recouvrement plus efficace des stocks de céréales. En outre, l'union est le lieu privilégié pour discuter des problèmes communs afin de trouver des solutions durables à leurs problèmes. Ces unions devraient également leur permettre d'avoir une voix plus forte afin de rencontrer les plus hautes instances pour défendre leurs intérêts ou revendiquer leurs droits.

Après la réunion d'ensemble, chaque union s'est retrouvé par la suite pour préparer ses textes fondateurs, décider des actions à mener, et mettre sur pied un bureau exécutif qui aura la charge de piloter le fonctionnement de l'union. Les différents bureaux sont constitués de jeunes, des plus âgés, d'hommes et de femmes. Une des quatre unions sera présidée par une femme. Il ne nous reste qu'à leur souhaiter bonne chance dans l'accomplissement de leurs missions !

INTRODUIRE LE DROIT A L'ALIMENTATION AU CAMEROUN

Par Nakaashi Vaswani, Stagiaire de RELUFA

A travers le monde, des centaines d'enfants meurent chaque jour à cause du manque de nourriture.



Ce problème ne fait qu'empirer, particulièrement en Afrique, malgré le progrès et le développement observés dans de nombreux pays. De plus en plus, la question du droit à l'alimentation a attiré l'attention des gouvernements de part le monde, surtout pendant la dernière décennie. Cependant, le problème demeure d'assurer et de renforcer ce droit de toutes les manières possibles pour les citoyens du monde.

A côté du droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur, vient par nature le droit à l'alimentation reconnu à chaque individu.

Comme en premier dans la déclaration universelle des droits de l'homme, « toute

personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux...» Ceci donne accès à la nourriture à tout être humain, avec trois obligations pour un pays : respecter, protéger et assurer ce droit pour chacun. Pour respecter ce droit, un gouvernement ne doit permettre aucune politique ou action qui pourrait priver les populations de l'accès à la nourriture. Si elles sont en mesure de se fournir de la nourriture pour elles-mêmes, ce privilège doit être protégé. Et pour toutes ces personnes dans le monde (264 millions en Afrique sub-saharienne) qui sont malnutries et incapables d'exercer ce droit, les gouvernements de chaque pays doivent leur assurer ce droit.

Selon la FAO, l'année 2009 a battu tous les records avec un million de personnes mal nourries et sans accès à une nourriture convenable. Le Cameroun, situé en Afrique centrale, est très riche en ressources naturelles : mines, forêts tropicales, terres fertiles et une riche diversité d'espèces. En dépit de l'existence de multiples ressources extractives et une économie principalement centrée sur l'agriculture, nous constatons que les revenus ne conduisent pas à la coopération proactive du gouvernement vers les personnes mal nourries. Ces personnes n'ont accès ni à la nourriture, ni à l'eau, à la santé, à l'éducation, au logement, au transport, etc.

Ces problèmes résultent d'un manque de système transparent du gouvernement et sur la mauvaise gestion des fonds. Beaucoup de villages dans le pays n'ont pas accès à l'eau potable et à la nourriture, ce qui les pousse à emprunter chez d'autres, à migrer vers d'autres villages ou simplement à mourir de faim. Dans un pays où le potentiel de production est élevé, le gouvernement doit jouer son rôle en aidant ses citoyens à avoir accès à la nourriture, soit par l'argent ou par la technologie.

Dans ce pays où la pauvreté est visible à chaque coin de rue et sur la face d'un grand nombre de personnes, certains prennent des initiatives tandis que ceux qui ont l'autorité ne le font pas toujours. RELUFA, dans un effort pour raviver ce droit pour certains des citoyens les plus pauvres du Cameroun, a mis en œuvre son propre programme appelé Souveraineté alimentaire, ayant pour but de montrer aux villageois une technique simple de gestion de leurs propres produits agricoles. Ils ont créé un système de banque de céréales à travers lequel un cultivateur peut apprendre à contrôler l'utilisation de sa récolte de manière à protéger sa famille contre la faim pendant la période de soudure. Dans ce programme, RELUFA fournit aux villages un fonds de roulement pour permettre aux greniers de se développer. Avec la présence de telles banques, quand les cultivateurs ont épuisé leurs réserves comme cela arrive tous les ans, ils peuvent tendre la main vers les greniers. Avec l'établissement de ce système, RELUFA a trouvé un moyen pour permettre l'accessibilité de la nourriture à ces citoyens et la stabilisation des prix des céréales sur le marché.

Un autre programme est celui du commerce équitable : la sensibilisation sur la lutte menée par des cultivateurs de fruits est effectuée à travers la vente de différents produits tels que les bananes, les papayes, les mangues séchées au Cameroun, et aux Etats-Unis à travers une organisation appelée Partners for Just Trade.

Tout en saluant les efforts du RELUFA et d'autres organisations engagées dans la même problématique, nous pensons que le gouvernement doit redoubler d'efforts. Jusqu'en 2010, le Cameroun n'a pas encore mentionné le droit à l'alimentation dans sa constitution. Le Cameroun ne doit pas juste prendre des engagements au niveau international, il doit assurer ce droit à tout citoyen. Que ce soit à travers la multiplication des initiatives comme celle de RELUFA ou d'autres initiatives comparables, ou la création de plus d'interactions directes avec ces populations dans le besoin, nous voyons un très grand potentiel de croissance et de prospérité pour notre cher Cameroun.

ECHOS SUR L'IMPACT SELON LES VILLAGEOIS DU PROGRAMME DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DU RELUFA DANS LEURS LOCALITES

Par Kouba Sandrine, Assistant de programme Souveraineté alimentaire de RELUFA

Avec la faim chronique qui règne dans le grand nord, RELUFA a créé un système de banques de céréales communautaires. A travers ce projet, RELUFA a déjà fourni un stock de 6 tonnes dans les villages engagés dans cette opération. Et pendant la période de soudure, chaque villageois a désormais la possibilité d'emprunter un sac au groupement et de le rembourser avec un intérêt en nature pendant la période des récoltes. L'objectif visé ici est de réduire durablement la faim. En vue d'évaluer l'impact de ce programme dans les régions concernées, quelques témoignages ont été recueillis des populations bénéficiaires.

Témoignage d'Ezéchiel Bodjé

Ezéchiel Bodjé est un jeune cultivateur du village Miziling. Selon lui, pendant la période de soudure qui est la période alimentaire la plus difficile (juillet, août et septembre de chaque année), les familles étaient obligées de vendre leur bétail pour acheter la nourriture. Depuis le début du projet de stockage

de RELUFA, Ezéchiel trouve que les ventes de bétail ont considérablement diminué, et que le grenier du village est toujours plein. Lorsqu'arrive la saison difficile et que la faim s'installe dans le village, il a désormais la possibilité d'emprunter un sac de mil – qui peut nourrir une famille de 6 personnes pendant 2 mois – qu'il devra rembourser avec un intérêt de 10 tasses. En plus, il a l'impression nette que le prix du sac de mil est devenu moins cher dans le marché.

Cependant, il existe toujours un problème. Même si la vente de bétail permet maintenant d'envoyer leurs enfants à l'école et de résoudre des problèmes autres qu'alimentaires, ils n'ont toujours pas assez de moyens financiers pour envoyer leurs enfants à l'école. Il propose ainsi que des crédits leur soient accordés pour accentuer l'éducation de leurs enfants, et les remboursements peuvent être assurés grâce à la vente du coton. Il manque des salles de classe dans son village, et les enfants sont obligés de suivre des cours dans des « hangars ». Pour contribuer à la résolution de ce problème, en 2009 RELUFA a octroyé des crédits scolaires à 279 bénéficiaires issus 143 familles dans la région.

Pour Ezéchiel, l'union des groupements est une occasion pour tous les villages affiliés à son union de discuter des problèmes communs pour trouver des solutions.

Témoignages des représentants de l'union « Kaoutal » de l'arrondissement de Meri

Dans les villages Ftang, Gozemey, Godola, Kelmey, Médjéréo, Macsal, avant le programme de



Représentants de l'union "Kaoutal"

stockage villageois de RELUFA et pendant la période de soudure, les hommes se déplaçaient pour aller travailler dans d'autres champs, afin d'avoir un peu de nourriture pour leurs familles. Le fait d'aller travailler dans les autres villages leur donnait le sentiment d'être des esclaves, obligés de travailler pour d'autres pour se faire payer en nature. Le programme de greniers communautaires de RELUFA leur permet de restaurer leur dignité, et de se sentir plus indépendants.

Avant le début du stockage villageois, les villageois s'adressaient aux usuriers, dont le système de prêt était très difficile. Quand les paysans empruntaient un sac, ils devaient en rembourser deux. Et parfois, toute la

récolte d'un paysan pouvait être constituée de deux sacs. Celui-ci ne pouvant donner toute sa récolte et mourir de faim, devait aller travailler pour cet usurier pour rembourser sa dette. .

Par ailleurs, la mobilisation des villageois en période de soudure étant réduite, ils ont plus de temps pour travailler à leurs propres comptes, ce qui implique une augmentation de la production, et une diversification des cultures. La scolarisation des enfants et l'accès aux soins de santé sont également améliorés. Les pères de famille passent également plus de temps auprès de leurs familles, ce qui est très important psychologiquement.

Témoignage de Aïssatou Alimatou

Aïssatou est une jeune femme du village Wawala, secrétaire générale adjointe de l'union nouvellement créée « Woudokoumvou », union des villages des arrondissements de Gazawa et Ndoukoula

Je m'appelle Aïssatou Alimaton, je suis née à Bertona le 28
Avril 1977. J'habite le village KAWALA. Avant dans mon
village il y avait toujours la famine qui dérangeait les villageois.
les femmes transportaient les fagots de bois et les légumes au marché
pour avoir du ~~mil~~ mil, les hommes ^{abandonnaient leurs champs} aussi allaient labourer dans
les champs des capables pour avoir quelques tonnes. Cette
année j'ai constaté que tout a changé du côté de la femme.
les pauvres n'allaient plus demander les gens qui ont le
mil. Nos problèmes maintenant sont: manque de moyen pour la
scolarité des enfants, comment les habiller et comment gérer
nos problèmes divers. Raison pour les quelles nous voulons
que on nous augmente le grenier pour que nous les femmes
nous ayons aussi des moyens à faire du commerce pour
résoudre certains problèmes. Nous voulons aussi
des crédits financiers. Avec ça on peut faire de élevage
et du commerce.

PROCHAINE EDITION...

Dans la prochaine édition, nous documenterons le déroulement de la phase de déstockage des greniers, et vous donnerons des nouvelles des unions nouvellement créées. Nous aborderons également la question du droit à l'alimentation et l'aide d'urgence. Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations, ou si vous avez des commentaires ou suggestions sur le bulletin, bien vouloir les envoyer à skouba@relufa.org